

Conjoncture agricole ligérienne

Avril 2025

ECONOMIE &
PROSPECTIVE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Le contexte global de l'agriculture ligérienne continue d'être perturbé par de multiples facteurs à commencer par l'instabilité politique qui pèse tant sur la scène internationale que dans la vie politique française. Le contexte géopolitique international, déjà dense, se complexifie encore un peu plus avec la décision américaine de taxer l'ensemble de ses partenaires commerciaux. Ce nouveau conflit, cette fois commercial, aura des conséquences économiques et financières importantes à l'échelle mondiale. La ratification récente d'un accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur nécessite désormais la plus grande vigilance du monde agricole pour en limiter l'impact, voire empêcher sa mise en œuvre. Toujours au plan européen, un nouveau cycle de négociation du prochain budget européen (2028-34) et de réforme de la PAC a été lancé en février dernier. Les décisions prises d'ici la fin de l'année 2027 seront déterminantes pour l'agriculture ligérienne. Aux échelles nationale et régionale, les négociations commerciales se sont achevées dans une ambiance délétère qui nécessite une nouvelle réforme d'Egalim pour garantir un cadre de négociation équilibré. L'adversité des conditions climatiques se renforce. Les excès de pluviométrie ont à nouveau contraint et perturbé les emblavements et le développement de la prochaine récolte de céréales d'hiver et des productions végétales spécialisées. Le risque sanitaire, devenu omniprésent, concerne désormais la quasi-totalité des productions. Il pénalise les filières bovine et ovine en ce début d'année.

L'élevage ligérien continue de faire preuve de résilience dans cet environnement instable et aux enjeux multiples. La pression sanitaire (FCO et MHE) s'accroît sur les cheptels bovins et freine la reprise de la production de **lait de vache**, tant au niveau national que ligérien. L'**engraissement de jeunes bovins** s'inscrit dans une dynamique positive, mais les naissances sont impactées par le contexte sanitaire sur fond de recul du cheptel reproducteur. Les productions nationale et ligérienne de **volailles de chair** poursuivent leur reprise depuis la crise de 2022 dans un contexte de demande intérieure soutenue. Mais la dépendance de la consommation nationale de poulet aux importations s'accroît. Le marché des **œufs de consommation** bénéficie également d'un contexte de demande dynamique face à une filière encore en transition vers la production d'œufs alternatifs. En **filière porcine**, la production de porcs charcutiers se redresse après plusieurs années de recul grâce aux gains de productivité des truies. La collecte régionale de **lait de chèvre** s'est stabilisée en 2024 grâce au maintien de son cheptel reproducteur dans un contexte national en repli et la **filière ovine** bénéficie d'une conjoncture de prix historique face au recul des disponibilités.

Le développement des **céréales d'hiver** a été affecté par les conditions très pluvieuses des derniers mois. Le contexte géopolitique pèse fortement sur les marchés céréaliers, atones en dépit des facteurs de soutien, et **oléagineux**, très volatils. En **horticulture et pépinière**, après un hiver très pluvieux qui a freiné les achats de végétaux, les mois de mars à juin seront déterminants. Les conditions climatiques adverses ont également, et à nouveau, impacté l'offre et la demande de **légumes**. Toujours en raison du contexte climatique adverse, la récolte ligérienne de **pommes et de poires** a sensiblement reculé en 2024.

Droits de douanes américains : vers une guerre commerciale sans précédents ?

En date du 10 avril 2025

A l'occasion de son « Liberation day » le 2 avril dernier, le président américain Donald Trump en annonçant des droits de douane réciproques sur les importations de tous les pays a bouleversé les règles du commerce international. Cette mesure devrait, selon lui, permettre de corriger les déséquilibres commerciaux subis par les Etats-Unis, notamment en matière agricole et agro-alimentaire.

Un conflit commercial source de ralentissement économique, voire de récession

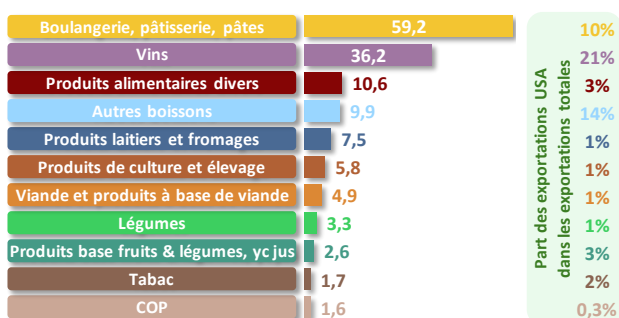
La mise en place des droits de douane devait être appliquée en deux temps. Le 5 avril, l'administration américaine a imposé un droit de douane général de 10 % sur les importations en provenance de l'ensemble des partenaires commerciaux des Etats-Unis. Puis, le 9 avril, des droits de douanes additionnels ont été appliqués aux pays avec lesquels les Etats-Unis accusent les déficits les plus importants. A titre d'exemple, les produits originaires de Chine et de l'UE devaient être taxés à hauteur de respectivement 34 % et 20 %. Cette décision, et les ripostes qu'elles suscitaient déjà, allait déclencher une guerre commerciale, source d'incertitudes peu appréciées par les places boursières. Les investisseurs, en anticipant un ralentissement économique, voire une récession, ont vendu massivement leurs actions dans les jours qui ont suivi ces annonces et provoqué une chute brutale des principales places boursières mondiales. Face à l'emballement des marchés, les Etats-Unis se sont ravisés le 9 avril en suspendant les droits de douanes réciproques pendant un trimestre. Le droit de douane général de 10 % est en revanche maintenu et la taxation des produits chinois a été portée à 125 %.

Les filières agricoles et agroalimentaires françaises les plus exposées dans cette guerre commerciale

Les Etats-Unis sont un partenaire privilégié de plusieurs filières agricoles et agroalimentaires françaises notamment les vins et spiritueux, les produits d'épicerie (dont boulangerie, pâtisserie et biscuiterie) et les produits laitiers. Les vins et spiritueux présentent l'enjeu financier le plus important (environ 2,5 milliards d'euros sur un total de 5,5 milliards d'euros d'exportations de produits agricoles et agroalimentaires à l'échelle nationale). Le Cognac, le Champagne, les Bordeaux, les Bourgogne et les vins du Val de Loire figurent parmi les principaux alcools exportés vers les Etats-Unis. Les exportations de produits d'épicerie représentent entre 700 et 750 millions d'euros et les produits laitiers environ 300 millions d'euros (principalement des fromages). La France exporte également des fruits et légumes, des animaux vivants (et génétiques), des semences et plants, etc.

Au-delà des pertes de débouchés, la préoccupation des acteurs des filières agricoles et agroalimentaires porte sur les effets en cascade qui présentent un risque important de déstabilisation des marchés agricoles mondiaux au-delà des produits cités ci-avant.

Répartition des exportations ligériennes vers les Etats-Unis en 2024 (en millions d'euros)



PEP Chambre d'agriculture Pays de La Loire

Source : Douanes



Les exportations ligériennes de produits agricoles et agroalimentaires vers les Etats-Unis s'élèvent à près de 140 millions d'euros en 2024 (3 % du total des exportations des Pays de la Loire). Les produits de boulangerie, pâtisserie, biscuiterie, les vins, les produits alimentaires et boissons divers en représentent plus de 80 % en valeur. Ce sont aussi les produits pour lesquels le débouché étasunien est significatif (jusqu'à 21 % pour les vins) contrairement aux autres catégories comme les produits laitiers et carnés, etc.



INTRANTS : POURSUITE DU RECUL DU PRIX DES INTRANTS

Le prix d'achat des intrants pour l'activité agricole (qui ne couvrent pas tout le champ des coûts de production agricole) progresse sur un mois (+1,1 %) après une quasi-stabilité en décembre dernier. Sur un an, il recule de -1,3 % (après -2,6 % en décembre) sous l'effet de la baisse du prix des engrais, ainsi que de celle des aliments pour animaux (respectivement -0,9 % et -4,5 % en janvier 2025/24). Il est par ailleurs en repli par rapport au niveau élevé atteint en début d'année 2023 dans le contexte de guerre en Ukraine (-11,6 % en deux ans). À noter

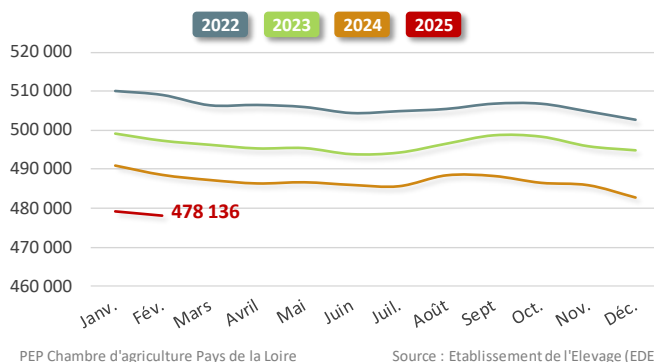
également, la hausse sur un mois du prix de l'énergie et des lubrifiants (+4,1 % en janvier, après +0,9 % en décembre, mais toujours en repli de -0,8 % sur un an) tiré par le gazole non routier, alors que le prix de l'électricité est quasi-stable.

Selon les orientations de production, les prix des intrants reculent ou bien se stabilisent sur un an. La baisse est plus marquée pour les orientations d'élevage.



LAIT DE VACHE : DÉCROCHAGE DE LA PRODUCTION NATIONALE SUR FOND DE DÉCAPITALISATION ET DE PROBLÈMES SANITAIRES

Evolution des effectifs de vaches laitières en Pays de la Loire (en têtes)



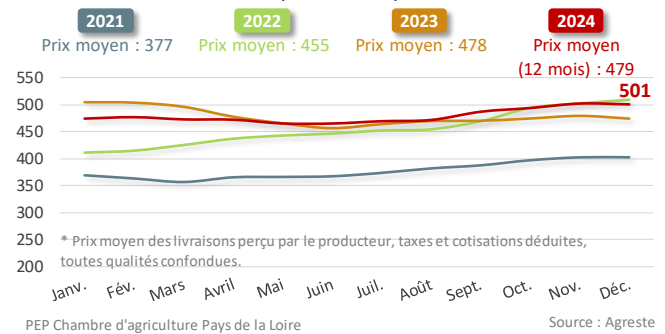
Après dix mois consécutifs de rebond, la collecte française de lait de vache est repartie à la baisse en décembre (-0,9 %/2023). En cumul annuel, la collecte a cependant progressé de +1,1 % pour se rapprocher de son niveau de 2022. La production s'est assez fortement contractée dans les régions les plus affectées par la FCO dans les Hauts-de-France, le Grand Est et en Bourgogne Franche-Comté. La collecte de lait biologique a par contre poursuivi la tendance baissière de 2023 (-4,2 %/2023) sur fond de déconversions ou de cessations d'activité des exploitations laitières biologiques.

Le recul de la collecte nationale s'est accentué en janvier (-1,4 %/2024) et en février-mars. Le décrochage s'est aggravé dans les trois régions précitées, atteignant jusqu'à -9 % en Bourgogne Franche-Comté en janvier. La collecte s'est maintenue en Bretagne et en Normandie, mais s'est effritée en Pays de la Loire (-0,6 % en janvier). La collecte ligérienne a rebondi de +2,5 % en 2024, effaçant près des deux tiers de la baisse de 2023. A l'instar du niveau national, la collecte de lait biologique a par contre poursuivi son repli en 2024 (-3,8 %/2023 ; -8,3 %/2022).

La production mondiale de lait s'est stabilisée en 2024, avec une hausse en UE et en Océanie notamment, mais un repli aux Etats-Unis. Le marché mondial des commodities laitières demeure contrasté entre la flambée des prix du beurre (en Europe et en Océanie) portée par une demande dynamique notamment en Chine et l'atonie sur le marché de la poudre de lait écrémé. La demande mondiale demeure timide avec des importations en repli en Chine, au Mexique et au Moyen-Orient.

En France, la consommation de produits laitiers est restée dynamique tant en volume, qu'en valeur en 2024 et en début d'année. Les MDD continuent de conforter leurs parts de marché dans les achats en GMS (près de 51 % en 2024). Il semblerait par ailleurs que la demande de produits laitiers biologiques se soient stabilisée depuis novembre dernier après avoir subi une baisse importante depuis 2021. Dans ce contexte d'offre et de demande, le prix du lait conventionnel s'est établi en moyenne à 479 euros/1 000 litres toutes qualités confondues en 2024 (+1 euro/2023).

Evolution mensuelle du prix*
du lait de vache conventionnel en Pays de la Loire
(€/1 000 L)



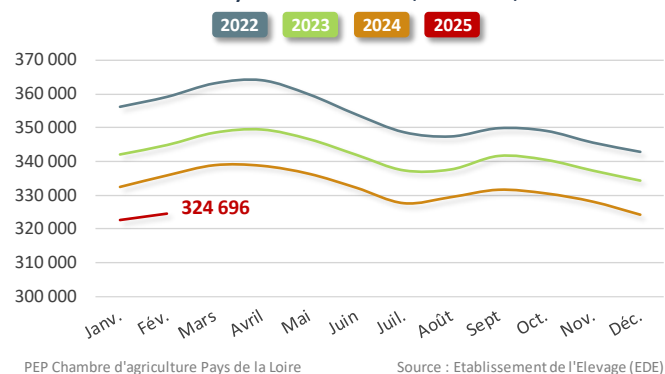
VIANDE BOVINE : LA TENSION OFFRE/DEMANDE SOUTIENT LES PRIX DES GROS BOVINS

Le recul du cheptel bovin français s'est poursuivi en 2024. La tendance baissière des naissances est accentuée par la pression sanitaire (expansion de la FCO et de la MHE) qui impacte fortement les troupeaux. Dans ce contexte de repli des effectifs bovins, la progression de la production de viande de jeunes bovins a permis de maintenir quasi-stable les abattages nationaux de gros bovins en 2024.

Les abattages nationaux reculent cependant pour toutes les autres catégories de bovins en ce début d'année (février), avec un repli plus marqué pour les vaches laitières en raison de la conjoncture laitière. En Pays de la Loire, la baisse des sorties boucherie est plus importante pour les bovins allaitants que laitiers (janvier) et a probablement été accentuée par une stratégie de rétention des animaux en élevage. S'agissant des effectifs, le cheptel ligérien de vaches laitières poursuit une tendance baissière de l'ordre de -2,5 % depuis janvier 2024 et celui des vaches allaitantes de -3 % sur la même période. Certains territoires des Pays de la Loire sont également concernés par la problématique sanitaire qui impacte les naissances et accentue le recul des effectifs de bovins de moins de 12 mois laitiers ou allaitants.

Face à une demande particulièrement dynamique dans les pays du pourtour méditerranéen et en Allemagne, les exportations françaises de viande

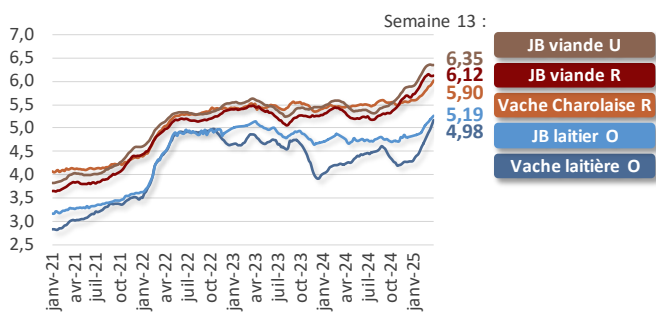
Evolution des effectifs de vaches allaitantes
en Pays de la Loire (en têtes)



bovine ont progressé d'environ +11 % en 2024. En janvier dernier, leur niveau était équivalent à celui de 2024. Les importations sont par contre restées relativement stables en 2024 (-0,5 %) et demeurent à un niveau modeste en début d'année. La consommation de viande bovine calculée par bilan poursuit son recul dans le sillage de la tendance de 2024 (-1,6 %/2023).

Ce double contexte de tension sur l'offre et de dynamisme de la demande à l'échelle des marchés européen et méditerranéen continue de soutenir la hausse des cours. Les vaches laitières O et charolaises R progressent respectivement de +22,7 % et +10,5 % en un an. Les jeunes bovins connaissent une hausse de l'ordre de 14 % en U et R et de 10 % en un an.

Cotations régionales gros bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



A compter de la semaine 30-2022 : les cotations excluent tous les animaux sous SIQO

PEP Chambre d'agriculture Pays de La Loire

Source : FranceAgriMer

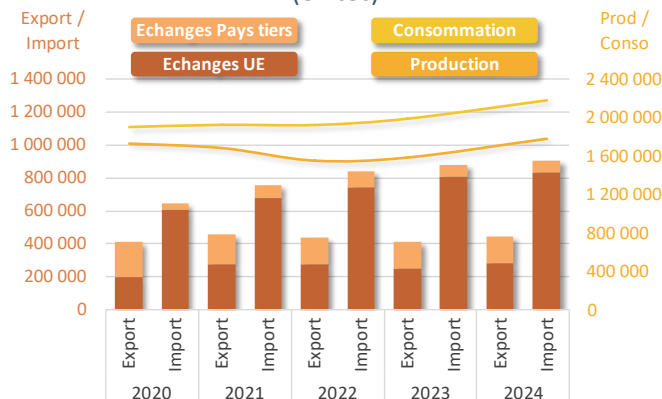
Sur le marché du maigre, les cours du broutard ont également connu une tendance haussière en

2024 et qui s'accélère depuis le mois de janvier. Le recul des naissances, accentué par le contexte sanitaire, raréfie l'offre face à la demande des ateliers d'engraissement en France et celle des débouchés export (dynamique vers l'Espagne et en recul vers l'Italie par manque d'offre). La production de veaux de boucherie, qui subit également le déficit de naissances, a reculé de l'ordre de -4 % en 2024. Cette tendance se poursuit significativement en début d'année. Bien que confrontée à une demande atone, le recul de la production de veaux de boucherie soutient les cours : le veau rosé clair R s'établit à 7,98 euros/kg en semaine 13, en hausse de +6,4 % en une année.



VOLAILLE DE CHAIR : PRODUCTION ET CONSOMMATION DYNAMIQUES

Bilan français de la viande de volaille de chair (en tec)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

La volaille de chair est devenue la viande la plus consommée en France en 2024 avec 31,7 kgec/habitant¹, devant désormais le porc et la viande bovine. Cette progression s'accompagne en revanche de la poursuite du recul des achats des ménages de viandes de volailles sous SIQO (biologique et Label Rouge). La consommation calculée par bilan progresse de l'ordre de +10 %, dynamique de hausse rencontrée chez l'ensemble des espèces avicoles. Le poulet renforce ses parts de marché en 2024 et représente 77 % des volumes de volailles consommées (contre 70 % en 2023) devant la dinde (12 %). Si la hausse de la consommation calculée par bilan est principalement soutenue

par la restauration hors domicile, les achats des ménages ont également progressé de +5,5 %. Face à cette demande dynamique, la maîtrise sanitaire de l'IAHP a favorisé la poursuite de la reprise de la production française dans toutes les filières de production de volaille de chair (poulet, dinde, canard à rôtir, canard gras et pintade). La croissance des abattages nationaux a été sensible (+12,1 % en 2024) pour atteindre le niveau le plus élevé depuis la fin des années 1990. La production nationale de canard à rôtir et de dinde demeure cependant inférieure aux niveaux des années 2019-21 (respectivement de -12 % et -17,4 %). Ces tendances se poursuivent en début d'année avec une progression moyenne des abattages de volailles de chair de +3,4 % (février) dont +4,5 % en poulet, +4,6 % en canard gras, +3,5 % en dinde, mais -20,4 % en canard à rôtir. Sur les deux premiers mois de 2025, les abattages de volailles sont en hausse (+8 %) par rapport à la moyenne quinquennale 2020-24 et d'après ANVOL, la consommation augmente encore plus vite.

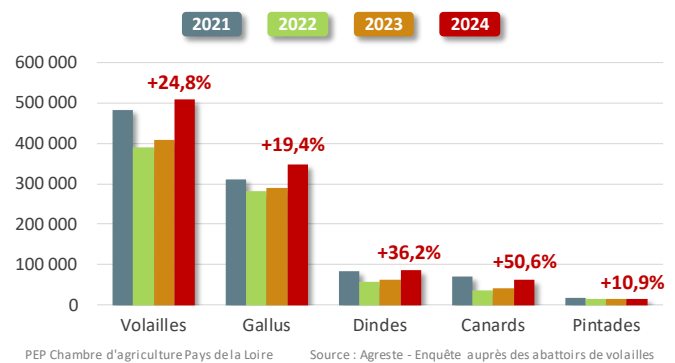
La forte croissance de la production française en 2024 n'a pas suffi à stabiliser la part de l'origine française dans la consommation intérieure. La part des importations a à nouveau progressé de +3 % pour atteindre 41 %. Le solde global des échanges de viande de volaille s'est globalement

¹consommation individuelle en kilogramme équivalent carcasse.

stabilisé par rapport à 2023, mais demeure très déficitaire. Si les importations de viandes et préparations de volaille ont progressé de +3,6 % notamment en provenance de Pologne, les exportations ont aussi augmenté de +8,4 % vers l'UE et les Pays tiers avec le retour de l'offre nationale plus conséquente.

En Pays de la Loire, les abattages ont augmenté de +24,8 %. Ils ont été tirés par toutes les espèces et ont confirmé la reprise initiée en 2023 après la crise de l'IAHP.

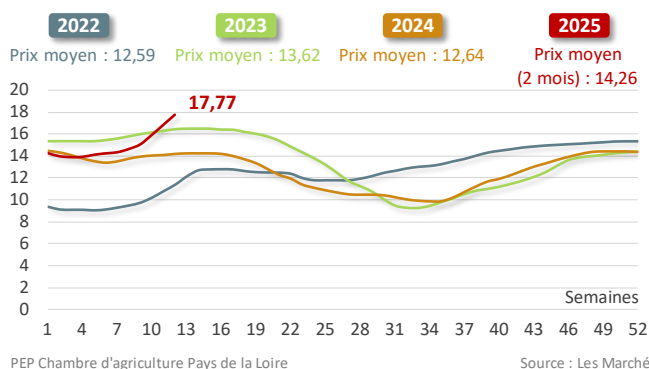
Abattages de volailles en Pays de la Loire
Cumul janvier à décembre (tonnes)



ŒUFS DE CONSOMMATION : LA TENSION SUR L'OFFRE D'ŒUFS PERSISTE EN 2025

La consommation française d'œufs calculée par bilan se maintient en 2024 au niveau soutenu de 2023 (958 kteoc² ; +0,8 %). Les achats des ménages ont été dynamiques (+2 %), fortement soutenus par les achats d'œufs plein air et au sol qui connaissent une croissance respectivement de +5,7 % et +6,3 %.

Cotations des œufs de consommation TNO
Moyenne des calibres G et M (€/100)



Face à cette demande, la production nationale d'œufs est restée stable. La durée des lots de poules pondeuses a été allongée pour maintenir un niveau de production suffisant. La transition vers l'élevage sans cage se poursuit avec la

hausse de la part des œufs plein air, au sol et biologiques dans la production nationale à 77 % (69 % en 2023). La cotation TNO s'est ajustée à la baisse courant 2024, mais s'est maintenue à un niveau élevé en raison de la tension qui persiste sur l'offre. Malgré une progression de +3 % sur le premier trimestre 2025, la production française d'œufs demeure inférieure à la demande qui reste très dynamique. La cotation TNO atteint 17,7 euros/100 œufs en semaine 12.

Les échanges français d'œufs et d'ovoproduits ont été dynamiques en 2024, le déficit du solde commercial s'est réduit en volume, mais pas en valeur. Les importations nationales ont augmenté, principalement en œufs coquilles en provenance de l'Espagne, des Pays-Bas et de la Belgique. Dans un contexte de forte demande à l'échelle européenne, les exportations françaises ont été soutenues (+20 %), principalement en ovoproduits. Les exportations nationales d'œufs coquilles se sont par contre repliées, les volumes étant prioritairement destinés au marché intérieur face à l'insuffisance de la production nationale.

² 1 000 tonnes équivalent œufs coquilles



VIANDE PORCINE : UN RECUL DU CHEPTEL DE TRUIES AYANT UN IMPACT LIMITÉ SUR LA PRODUCTION

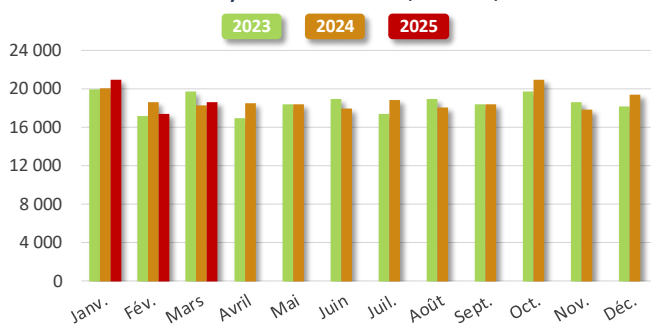
En février 2025, les abattages français de porcs reculent de 2 % en têtes par rapport à février 2024. Sur douze mois glissants, les volumes abattus enregistrent cependant une légère progression de +0,7 % en tonnage et sont quasiment stables (-0,1 %) en têtes par rapport aux douze mois antérieurs. Cette relative amélioration résulte à la fois des gains de productivité des truies et de la hausse des poids de carcasse. Le cheptel de truies a en effet poursuivi son recul (-1,8 % selon la dernière enquête cheptel de décembre). En Pays de la Loire, la production de porcs charcutiers progresse de +1,2 % en tonnage et de +0,4 % en têtes en 2024 par rapport à 2023. En cumul, sur les trois premiers mois de l'année 2025 par rapport à 2024, elle recule aussi bien en volume qu'en effectif (respectivement de -0,3 % et -0,5 %).

+1,7 % en 2024, en lien avec la décélération des prix au détail. Les données du panel consommateur Kantar Worldpanel qui suit la consommation des ménages, ne traduisent pas la même tendance puisqu'on observe une décroissance en volume sur le porc, suggérant une progression significative de la consommation hors domicile.

Ces évolutions se poursuivent sur le début d'année 2025 : les exportations continuent leur repli, alors que les importations continuent de progresser. Le rebond de la consommation de viande porcine se confirme.

Le cours du porc cadran français est stable depuis novembre 2024 (1,71 euro/kg en semaine 13). En moyenne depuis le début de l'année, la cotation a reculé de -10 % par rapport à 2024. L'offre et la demande tendent à s'équilibrer.

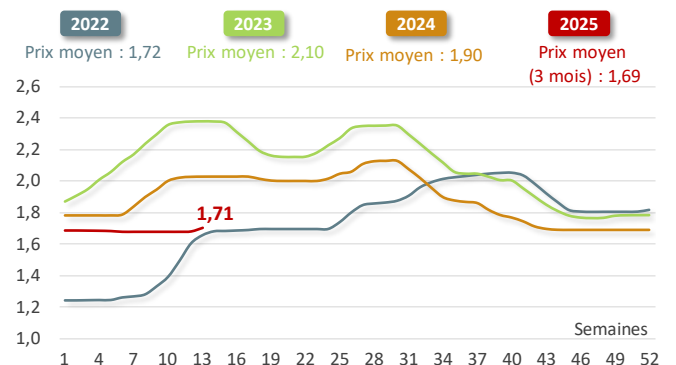
Evolution de la production porcine en Pays de la Loire (tonnes)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Uniporc

Cotations du porc cadran français (€/kg)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : MPF

Les exportations françaises de viande porcine ont reculé en 2024 (-1 % en volume), tant vers l'UE que les Pays tiers, notamment vers la Chine (-16 %). Les importations ont quant à elles progressé de +5 %, elles sont majoritairement issues de l'UE (Espagne en particulier). Le solde commercial en viande porcine française continue de se dégrader, mais demeure toutefois positif (en volume). Le taux d'auto-approvisionnement s'ajuste à la baisse.

Alors que la consommation calculée par bilan avait connu un repli en 2023, elle progresse de

En 2025, le recul de la production porcine devrait se poursuivre dans le sillage de la baisse du cheptel français et limiter les capacités d'exportation de la France. S'ajoutent les effets de la procédure anti-dumping sur la viande de porc européenne initiée par la Chine. Cette diminution de l'offre, associée à un ralentissement probable de la demande, devrait avoir un effet limité sur le prix du porc. Par ailleurs, la menace de la peste porcine africaine (PPA) qui s'approche des frontières françaises, pèse toujours sur l'Europe.



LAIT DE CHÈVRE : UNE HAUSSE DES IMPORTATIONS POUR COMPENSER LA BAISSSE DE LA COLLECTE

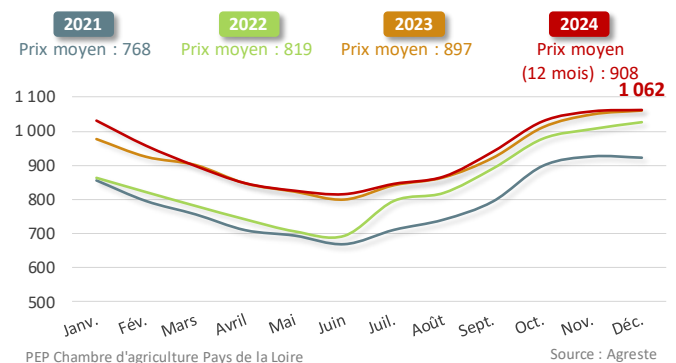
Avec 500 millions de litres livrés sur l'année 2024, la collecte nationale de lait de chèvre enregistre une baisse de l'ordre de -3,2 % par rapport à 2023. A l'inverse de la tendance nationale, la collecte ligérienne s'est stabilisée avec 107 millions de litres livrés (-0,4 %/2023) grâce au maintien du cheptel reproducteur.

Le repli de la collecte de lait de chèvre associé à une demande intérieure soutenue a entraîné une forte réduction des stocks de produits de report caprins. Pour répondre à ce déficit, les transformateurs ont importé 6 millions de lait de chèvre en décembre. On enregistre ainsi une hausse des importations de +39 % en décembre 2024 par rapport à décembre 2023.

En cumul sur l'année 2024, les fabrications industrielles de fromage de chèvre ont progressé de +1 % par rapport à 2023. Cette croissance est particulièrement marquée pour le fromage frais (+2 %), mais surtout les fromages à découper, dont les bûches (+8 %). L'ultra frais enregistre également une hausse significative, de l'ordre de +11 %. S'agissant du fromage frais de chèvre biologique, les fabrications ont fléchi de -32 % comparativement à l'année dernière. Face à cette demande en berne, le lait biologique est déclassé et valorisé en conventionnel incitant certains éleveurs à envisager une déconversion.

Le prix du lait de chèvre se maintient à des niveaux élevés avec une moyenne annuelle de 925 euros/1 000 litres en Pays de la Loire (+1 %/2023 et +10 %/2022). L'indice IPAMPA lait de chèvre poursuit son recul amorcé fin 2023, il a baissé de -3 % entre décembre 2024 et décembre 2023.

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Vendée (€/1 000 L)



En janvier 2025, la collecte de lait de chèvre ligérienne a chuté de -7 % en un an, suivant la tendance nationale (-6 %). Les stocks de produits de report continuent de diminuer (-28 %/2024). Les importations continuent de progresser (+38 %) pour venir compenser le manque de lait. Les fabrications de fromages de chèvre ont progressé (+1 %), soutenues par la demande en fromage frais (+8,5 %).

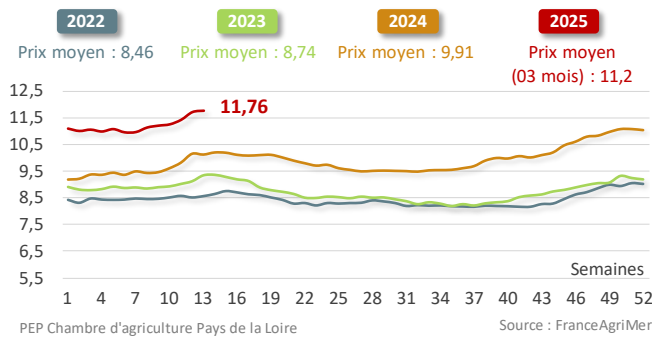


VIANDE OVINE : NOUVELLE PROGRESSION DES PRIX À LA PRODUCTION, MAIS RECU DES ABATTAGES EN PARTIE IMPACTÉS PAR LA FCO

La production de viande ovine a reculé de -6,5 % en 2024, en partie impactée par la FCO. Cette baisse n'a pas été compensée par les importations qui reculent également de -1,7 % par rapport à 2023. Ces faibles disponibilités ont soutenu les cours à de bons

niveaux en 2024, malgré le repli de la consommation calculée par bilan (-3,8 %/2023). Les achats des ménages ont plus fortement reculé (-11,4 %). La dépendance aux exportations progresse passant de 58,3 % à 59,7 % en 2024.

Cotations régionales agneaux 3 (couvert), 16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir - Zone Nord (€/kg)

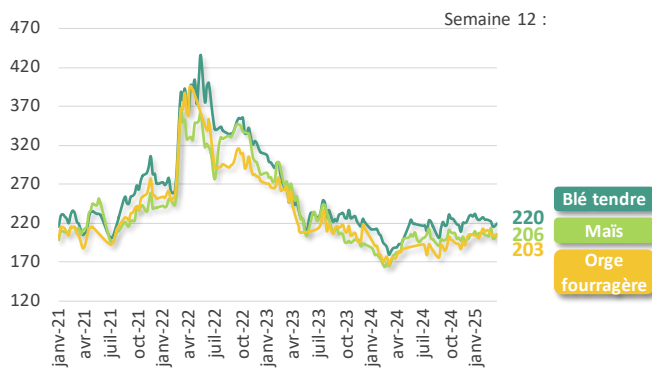


Début 2025, le cours de l'agneau en zone Nord atteint un niveau historiquement élevé (11,76 euros/kg en semaine 13) dans un contexte où les abattages poursuivent leur repli. Entre la hausse de la mortalité causée par la FCO qui freine la production d'agneaux et la volonté des éleveurs de recapitaliser leur cheptel de brebis, le déficit d'animaux impacte l'activité des abattoirs français et la production de viande ovine. La demande est peu dynamique, mais l'approche des fêtes religieuses devraient stimuler la consommation au cours du printemps.



GRANDES CULTURES : PRESSION SUR LES MARCHÉS CÉRÉALIERS ET VOLATILITÉ SUR LE MARCHÉ DU COLZA

Cotations des céréales à la Pallice (€/tonne)



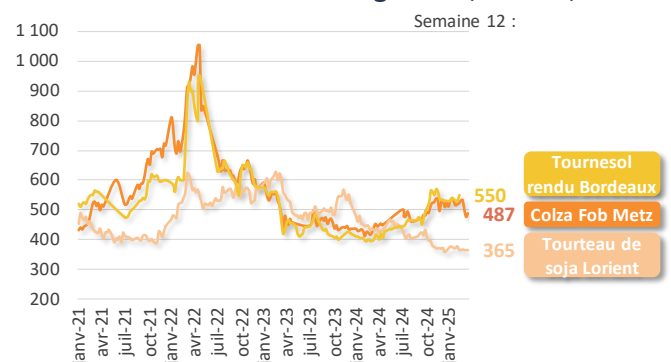
Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Le complexe céréalier est sous pression. Le contexte géopolitique contribue à la morosité des marchés, notamment la guerre commerciale qui se profile sur fond de hausses de tarifs douaniers annoncées par les Etats-Unis, ainsi que ses conséquences sur l'économie mondiale.

Les marchés mondiaux du blé et du maïs subissent également l'anticipation de la hausse sensible des surfaces cultivées en maïs aux Etats-Unis pour la prochaine récolte (intentions communiquées le 31 mars dernier). Le retour des pluies dans les principaux pays producteurs de blé de la mer Noire et dans les plaines américaines atténue aussi le risque climatique sur la prochaine récolte mondiale de blé. Face à ces éléments baissiers, les facteurs de soutien existent sur la campagne actuelle comme sur la prochaine. L'équilibre du bilan mondial de blé laisse en effet peu de place à un accident climatique qui surviendrait sur la prochaine

récolte. A l'instar du blé, géopolitique et perspectives de production de la nouvelle campagne occultent la tension des fondamentaux du maïs à court terme et pèsent sur le marché.

Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

La volatilité est très importante sur le marché du colza et engendre des variations de prix importantes de plus de 120 euros/tonne au cours du mois de mars. La guerre commerciale a pesé sur le cours du colza canadien qui pourrait perdre deux de ses principaux clients : les Etats-Unis et la Chine. Dans ce contexte baissier, les huiles végétales sont venues en soutien du colza européen. Si l'offre mondiale de colza/canola est limitée sur la fin de la campagne, le potentiel de la prochaine suscite toutes les attentions : développement végétatif en Europe et intentions de semis au Canada entre autres.

D'après les dernières statistiques nationales publiées par Agreste, le rebond des surfaces emblavées en céréales d'hiver est limité et

contrasté à l'échelle de l'hexagone. Le blé tendre progresse en moyenne de +10 % par rapport à 2024, mais reste dans la moyenne quinquennale 2020-24. Les surfaces en orge d'hiver reculent de -2 % par rapport à 2024 et de -3,5 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les surfaces de colza sont en légère baisse par rapport à 2024 (-2 %), mais supérieures de près de 10 % à la moyenne quinquennale.

En Pays de la Loire, les emblavements de céréales d'hiver n'ont pas été autant perturbés, voire empêchés qu'au cours de l'automne 2023, mais les conditions pluvieuses ont affecté le développement des cultures d'hiver qui pour certaines devront être retournées. Les progressions des surfaces permettent un retour à la moyenne quinquennale en blé et en colza et au deçà en orge d'hiver.



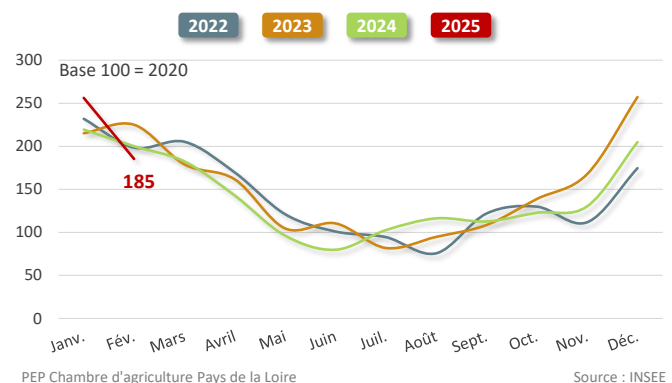
LÉGUMES : CONSOMMATION ET PRODUCTION FREINÉES PAR LES CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES

L'année 2024 fut marquée par des conditions climatiques peu favorables, d'une part, à la production de légumes, et d'autre part, à leur consommation. D'après l'INSEE, la production de légumes français augmente cependant de +4,3 % en volume, en raison de meilleures récoltes d'endives (+30,3 %) et de tomates (+7,4 %). La production serait en hausse pour la plupart des légumes, les rares exceptions étant les courgettes (-9,7 %), les potirons (-9,3 %), l'ail (-6,5 %) et les petits pois (-6,0 %). En Pays de la Loire, le constat est plus nuancé.

Avec l'appui de promotions sur certaines périodes, le concombre du Nord-Ouest a trouvé l'équilibre entre l'offre et la demande au global sur l'année. Si la campagne a débuté sur des prix inférieurs à ceux de 2023, les cours sont remontés dès mai et se sont maintenus supérieurs à ceux de 2023. En février la campagne concombre a démarré avec une demande active. Les prix à l'import élevés, permettent une bonne valorisation du produit français.

La conjoncture 2024 a été moyenne pour la filière tomate. La nouvelle récolte entamée en mars s'est écoulée à des prix inférieurs à ceux de 2023. Globalement, la demande a été atone. Tout comme les prix qui, hormis de juillet à septembre, sont restés inférieurs au niveau de 2023. Sur décembre et janvier, période de plantation, quelques volumes ont été commercialisés en contre-saison en tomate grappe et cerise, ainsi qu'en concombre sur le bassin nantais.

Evolution indicienne du prix de vente de la tomate



Butternuts et potimarrons ont bénéficié d'une demande dynamique cet hiver et de cours tendant à la hausse à l'inverse du chou-fleur.

Le poireau a commencé sa campagne tardivement fin septembre, l'accès aux parcelles étant compliqué par l'excès d'eau. La demande n'a pas décollé et les cours sont restés bas.

La faible production de radis s'est écoulée grâce à l'arrêt de la production dans les autres bassins producteurs pendant l'hiver. L'offre limitée de décembre a permis un raffermissement des cours.

La mâche ligérienne qui a débuté sa campagne en novembre, est concurrencée par la production du Sud de la France qui a bénéficié de meilleures conditions climatiques. En décembre, la demande est restée en retrait.

La pluviométrie du premier trimestre 2025 rend difficile à la fois les récoltes (courgettes...) et les semis de printemps et d'été (déjà 15 jours de retard sur les asperges). L'offre très limitée s'équilibre avec une demande atone. Les

professionnels de la filière s'inquiètent de ce très faible niveau de consommation et de la difficulté de la dynamiser par une production plus

importante. Le retour d'une météo de saison est donc très attendu par les producteurs.



VITICULTURE : DES PLANS AUX NIVEAUX EUROPÉEN ET NATIONAL POUR SOUTENIR LA FILIÈRE

Face aux difficultés du secteur viticole, notamment le recul de la consommation et des exportations, la Commission européenne a publié fin mars un paquet de mesures législatives (« paquet vin »). L'objectif est de donner aux viticulteurs les flexibilités nécessaires pour adapter leurs stratégies dans le contexte actuel très évolutif. Le texte propose entre autres des mesures de gestion de la production (allongement de la validité des autorisations de replantation, possibilité donnée aux Etats-membres de soutenir la distillation, l'arrachage ou la vendange en vert), des dispositions visant à mieux adapter l'offre à la demande du marché (assouplissement sur la désalcoolisation et les vins à faible teneur en alcool) et un volet

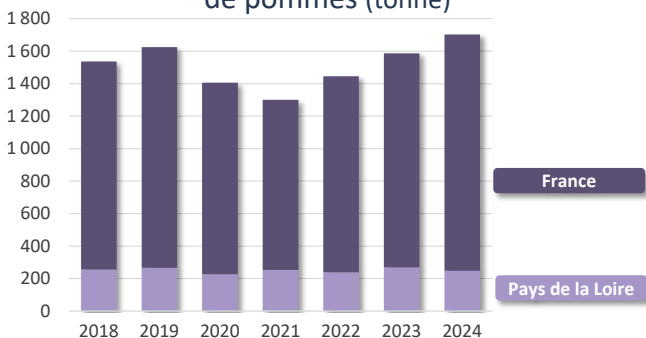
horizontal (développement du tourisme viticole, extension des campagnes de promotion à l'international, relèvement des plafonds de financement des investissements liés à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique).

A l'échelle nationale, la filière a également dévoilé fin mars les grandes lignes d'un plan de relance dont les actions visent à moderniser l'image du vin (stratégie de communication pour se rapprocher de publics plus jeunes), à innover davantage (mise en avant dans la grande distribution) et à mieux adapter l'offre à la demande (outils de gestion du potentiel de production et de régulation des volumes).



ARBORICULTURE : LA PRODUCTION LIGÉRIENNE PARTICULIÈREMENT IMPACTÉE PAR LES CONDITIONS CLIMATIQUES

Evolution de la production nationale et régionale de pommes (tonne)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

En pommes, les données Agreste indiquent une production nationale avoisinant 1,7 million de tonnes, soit une progression de +7 %, soutenue par les bonnes récoltes des régions du Sud. La production ligérienne, quant à elle, recule de -8 % en raison principalement des conditions climatiques très humides qui ont augmenté la pression sanitaire. Depuis le début de la

campagne 2024-25, les prix sont en légère baisse par rapport à la campagne précédente, mais toujours en hausse significative par rapport à la moyenne quinquennale. Depuis le début de l'année, la demande est peu dynamique, les consommateurs s'orientant davantage vers les agrumes. Dans un marché européen et mondial relativement dégagé en ce début d'année, les cours (cotations MIN de Nantes) sont à la hausse (et supérieurs à 2024) dans différentes variétés comme en Gala (1,9 euro/kg en semaine 12), et Golden (2,1 euros/kg en semaine 12).

En poires, les prix de 2024 se sont maintenus au-dessus de ceux de 2023. La production ligérienne a cependant souffert de conditions excessivement pluvieuses, ce qui a eu pour conséquence un recul de -13 % des volumes de poires produites en Pays de la Loire, alors que les surfaces ont augmenté de +17 % depuis cinq ans. La récolte a par contre progressé dans les principaux bassins producteurs en France et

en UE. Depuis le début 2025, la variété Doyenné du Comice s'écoule à des cours stables et supérieurs à ceux de 2024 (2,35 euros/kg au MIN de Nantes en semaine 12). La Conférence

française se commercialise facilement à des cours supérieurs à ceux de 2024 (2,1 euros/kg au MIN de Nantes en semaine 12) face aux poires belges et hollandaises.



HORTICULTURE ET PÉPINIÈRE : UNE MÉTÉO DÉTERMINANTE AU PRINTEMPS

Les entreprises horticoles et pépinières ont vu leurs coûts de production augmenter en 2024, alors même que la consommation, déjà en baisse après l'épidémie de la Covid-19, n'est pas repartie.

La filière horticulture et pépinière est doublement dépendante des conditions météorologiques, d'une part pour la production et d'autre part pour la consommation. Cela fait trois années que le contexte climatique affecte la filière. La pluviométrie excessive de l'hiver 2024-25 n'a pas incité à la consommation.

La situation économique tendue de la distribution (jardineries, fleuristes, magasins de bricolage, etc.), qui pèse environ pour les deux tiers des débouchés en Pays de la Loire, met également en difficulté les producteurs. La vente directe connaît par ailleurs une dynamique hétérogène suivant les entreprises. Les pépiniéristes prestataires de services en paysagisme pour les collectivités ont, en revanche, maintenu une

bonne activité en 2024 et qui devrait se poursuivre en 2025.

Les mois de mars à juin sont déterminants pour la filière, les professionnels de la filière estiment réaliser entre 70 et 80 % de leur chiffre d'affaires annuel pendant cette période.

La disponibilité de la main d'œuvre saisonnière est par ailleurs un paramètre important pour la compétitivité de la filière. En tant que première région horticole française avec près d'un quart des volumes produits, les besoins en main d'œuvre des Pays de la Loire sont conséquents. Mais le recrutement peut être complexe dans un contexte où la région détient le plus faible taux de chômage.

En quête de rentabilité sur ce printemps 2025, les exploitations horticoles et les pépinières des Pays de la Loire auront besoin d'une météo favorable, de français prêts à consommer et de main d'œuvre disponible.



Réalisation : Chambre d'agriculture Pays de la Loire •
Images : Chambre d'agriculture, Fotolia •
Edition : avril 2025 – Version n°1

Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire :

Pierre-Yves AMPROU Tél. 02 41 18 60 55

Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr

Sarah BIGOT Tél. 02 41 18 60 60

Mail : sarah.bigot@pl.chambagri.fr

Chloë BIOCHE Tél. 02 41 18 60 60

Mail : chloe.bioche@pl.chambagri.fr

Clémentine LIBEER Tél. 02 41 18 60 51

Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr

ECONOMIE &
PROSPECTIVE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité